

Loi Travail XXL, cadeaux fiscaux pour les plus riches, baisse des APL, augmentation des tarifs de santé,

Contre l'offensive Macron/MEDEF, Grève et manifestation le 16 novembre !

09/11/17

La manifestation du 19 octobre contre les Ordonnances Macron n'a pas été à la hauteur des attaques du gouvernement contre les salariés. Mais les attaques et les provocations du gouvernement et du MEDEF se poursuivent, ajoutant au mécontentement ou au dégoût du plus grand nombre. Pour que ces sentiments prennent une forme collective et combative, nous appelons tous les salariés à faire grève et à manifester jeudi 16 novembre contre les Ordonnances Macron et l'ensemble de la politique du gouvernement.

Après les fortes mobilisations de la rentrée (12 septembre contre les Ordonnances sur le code du travail et 10 octobre des fonctionnaires pour la hausse des salaires), seuls les secteurs suffisamment mobilisés pour envisager des grèves reconductibles bloquant l'activité (routiers, dockers) ont obtenu des reculs : le patronat de leur branche s'est engagé à ne pas appliquer certaines dispositions des ordonnances (notamment sur les primes, indemnités de transport et 13^{ème} mois).

Pour faire reculer le gouvernement, il faudra un mouvement d'ensemble bien plus large. Profitant de son absence à l'heure actuelle, le gouvernement poursuit son offensive contre les salariés, les chômeurs et les retraités sur le logement, la santé et bientôt le chômage et les retraites. Et il continue ses cadeaux fiscaux au patronat et aux plus riches. Alors qu'une nouvelle tempête médiatique se lève avec les révélations sur l'évasion fiscale et les « Paradise Papers », le Parlement vient de faire passer un amendement qui baisse la fiscalité sur les actions gratuites (distribuées aux grands patrons dont Carlos Ghosn).

En plus de ces mesures, les provocations continuent. La dernière en date (applaudie par le MEDEF) : la mise à disposition sur le site du « Service public » (!) d'un simulateur pour les patrons afin de calculer ce que leur coûtera le licenciement d'un salarié, en fonction de son ancienneté et de la taille de l'entreprise. Si la colère des salariés devant tant d'injustices n'a pas encore éclaté, la soif insatiable des actionnaires et des grands patrons finira par verser la goutte d'eau qui fera déborder le vase. Alors, saisissons-nous de toutes les occasions pour montrer notre refus de la situation actuelle et de l'avenir que Macron et le MEDEF nous préparent.

La CGT-Lardy appelle les salariés du site, qu'ils soient Renault ou prestataires, à faire grève et à manifester jeudi prochain 16 novembre (journée de grève à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et des organisations de jeunesse UNEF, UNL et FIDL).

Pour sa politique économique, Macron se base sur la théorie du « ruissellement » : donner aux riches pour qu'ils investissent, ce qui profiterait aux salariés. S'il y avait besoin d'un démenti, les 350 milliards d'euros d'évasion fiscale mondiale, consolidés notamment par les « Paradise Papers » sont là... Leur devise, ça doit être : « Donnons aux riches, il y a encore un peu de place dans les paradis fiscaux » !

THÉORIE DU RUISSÈLEMENT



Ulys
@Ulysations

Jeudi 16 novembre

Grève contre les Ordonnances Macron

Manifestation 14h République – Nation

à l'appel de la CGT, FO, la FSU, Solidaires, l'UNEF, l'UNL et la FIDL

Rassemblement de soutien aux militants de la CGT PSA-Poissy

11h à Versailles (voir verso)

Inscrivez-vous pour transport collectif à la descente de la cantine ou par mail à cgt.lardy@renault.com

Vous pouvez vous mettre en grève toute la journée ou simplement l'après-midi ou le matin si vous êtes en équipe.

C. Ghosn nous montre la voie à suivre...

A la suite de la présentation du plan Renault 2017-2022, C. Ghosn a rencontré les membres du Comité Central d'Entreprise et d'autres représentants syndicaux le 13 octobre dernier. Cela a été l'occasion pour la CGT-Renault de l'interpeller sur les conséquences du plan sur l'emploi (et la précarité par l'intérim et la prestation), les salaires (et les dividendes), le plan de charge usines et ingénierie (et les synergies et suppression des « doublons »). Le PDG n'a donné que très peu d'explications sur les questions d'emploi et de répartition du travail dans l'Alliance.

Par contre, à la revendication de la CGT d'une Augmentation Générale des Salaires au vu du doublement annoncé des dividendes versés aux actionnaires, C. Ghosn a déclaré que « les salariés avaient besoin d'être motivés avec une reconnaissance salariale adéquate ». Mais il a ajouté dans la foulée qu'il fallait tenir compte de certaines contraintes :

- « Garder un équilibre des rémunérations entre les salariés Renault à travers le monde » (ça tombe bien, nous sommes pour que tous les salariés de Renault dans le monde voient leur salaire augmenter !)
- « Ne pas trop redistribuer pour assurer l'avenir » (il parlait des salaires ; pour les dividendes, ils peuvent y aller, c'est « open-bar »)
- « Tenir compte de la pression des actionnaires qui exigent 30% du résultat net. » Selon Carlos Ghosn, l'annonce du doublement de leur dividendes d'ici 2022 (15% du résultat net contre 7% actuellement) ne satisfait pas encore les actionnaires « parce que dans d'autres entreprises, ils en perçoivent 30% ».

Par ces déclarations, C. Ghosn nous montre la voie à suivre : pour des augmentations de salaires, il faut nous aussi mettre la pression, comme les actionnaires qui ne seront jamais repus de leurs dividendes. Et des moyens de pression, nous en avons. Car sans nous, pas de voitures à la sortie des chaînes de montage dans les usines, pas de calibrations pour homologuer les véhicules au moment des futures normes.



Rassemblement de soutien aux militants de PSA-Poissy Non à la criminalisation de l'action syndicale !

Au début de l'année, neuf militants de la CGT PSA-Poissy ont eu une entrevue de 17 minutes avec un hiérarchique, dans son bureau, pour faire respecter les droits d'un salarié de retour d'arrêt de maladie.

La direction de PSA a transformé cet entretien en ... séquestration ! Et accuse les militants syndicaux de violences psychologiques en réunion : on se demande bien ce que PSA aurait mérité comme accusation quand ils avaient fermé, en 2012, l'usine d'Aulnay qui employait alors 3 000 salariés (laissant probablement 800 salariés à Pôle Emploi).

Suite à la plainte de PSA, les militants ont été gardés à vue et doivent comparaître en correctionnelle jeudi 16 novembre, au tribunal de grande instance de Versailles.

C'est une manipulation grossière, et une attaque non seulement contre le syndicat mais contre tous les salariés. Il ne faut pas la laisser passer. Chez PSA, c'est une politique d'ensemble qui est à l'œuvre : en s'en prenant aux militants combattifs de différents sites, la direction compte faciliter les attaques qu'elle mène contre les salariés. Suppressions d'effectifs, hausse des cadences, heures supplémentaires et samedis obligatoires, salaires bloqués, pour continuer l'offensive, il faut éviter les réactions des salariés et s'en prendre à ceux qui pourraient les organiser.

Une telle répression peut paraître éloignée de notre quotidien mais nous voyons bien que chez Renault aussi, ce sont les mêmes offensives contre nos conditions de travail et nos salaires qui sont menées. Il est donc vital aujourd'hui de contribuer à défendre les libertés ouvrières et syndicales.

La CGT-Lardy appelle les salariés du site à le faire en participant au :

Rassemblement de soutien aux militants de PSA-Poissy Jeudi 16 novembre à 11 h devant le Tribunal de Grande Instance de Versailles (5 place André Mignot)

RDV transport collectif (10h - CE Lardy) inscription cantine ou cgt.lardy@renault.com
L'appel à la grève contre les Ordonnances Macron couvre l'ensemble de la journée du 16 novembre